

La présente **Tribune** a été écrite d'un seul trait à l'automne 2003 puis, à la demande de l'Institut Thomas More, remaniée par son auteur à l'automne 2004. Nous ne croyons pas que le cours du temps et des événements arrivés depuis (instabilité persistante mais scrutin plutôt réussi en Irak ; disparition de Yasser Arafat et premiers pas prometteurs de Mahmoud Abbas ; disparition de Rafik Hariri au Liban ; retrait annoncé et confirmé des troupes israéliennes de Gaza et de Cisjordanie ; réélection de Georges W. Bush à la Maison Blanche ; débats confus et mêlés sur le projet de Constitution européenne et l'entrée de la Turquie dans l'Union) invalident son propos. Au contraire, ils le justifient. Nulle part dans le flot immense des livres et articles traitant de ces sujets et offert à la réflexion de chacun depuis le 11 septembre 2001, nous n'avons lu pareille analyse. Il fallait un esprit singulièrement affûté pour voir si justement les motifs cachés de la querelle qui s'est fait si profondément jour entre la France et quelques autres pays d'Europe et les Etats-Unis. Cet esprit est Hongrois, c'est-à-dire Européen d'Europe centrale. Si un peu de vent frais peut encore souffler sur l'Europe, si un peu de cet « esprit clair » si cher à Montesquieu y est encore possible, c'est à coup sûr d'Europe centrale et orientale qu'ils nous viendront.

**France – Europe – Etats-Unis :**

## **Fondements connus et inconnus d'une mésentente cordiale**

**Béla BORSI-KÁLMÁN**

**Maître de conférences à l'Université Loránd Eötvös (Budapest)**

Egalement disponible en Anglais

**Béla BORSI-KÁLMÁN**, 56 ans, est Hongrois. Docteur ès Lettres, il est actuellement maître de conférences à l'Université Loránd Eötvös de Budapest. Il a été Conseiller culturel à l'ambassade de Hongrie à Bucarest. Entre 1999 et 2003, il a été Conseiller politique à l'Ambassade de Hongrie à Paris. Il est le coordinateur du Comité hongrois de l'Institut Thomas More. Ses travaux universitaires portent sur la question des minorités en Europe centrale, sur les relations hungaro-roumaines, sur l'identité nationale comme représentation, tant politique que culturelle, des peuples dans l'histoire et comme moteur de changements des réalités géopolitiques et internationales. Il a notamment publié *A békétlenség stádiumai. Fejezetek a magyar-román kapcsolatok történetéből* [Les étapes d'une querelle séculaire. Chapitres des relations hungaro-roumaines], Budapest, ed. Osiris Kiadó (Pro Minoritate Könyvek), 1999 ; *Pillanatkép. Két írás a geopolitika tárgyköréből* [Photographie instantanée. Deux écrits au sujet de la géopolitique], Budapest, ed. Nyitott Könyv, 2003 (2<sup>ème</sup> édition, 2004) ; *Kérdések és álkérdések. Gondolatok a csoportérdek-érvényesítés, a nemzeti önkép és a globális stratégiák összefüggéseiről* [Vraies questions et pseudo-questions. Réflexions sur l'interdépendance entre intérêts particuliers, identité nationale et stratégies globales], Budapest, ed. Akadémiai, 2004.



## La France face à l'Elargissement : malaises et non-dits

Lorsque Paris examine la politique de l'Union Européenne envers ses voisins orientaux, et l'intégration européenne en général, c'est en fin de compte d'un seul point de vue : comment y intégrer les principaux objectifs géostratégiques de la France du XXI<sup>ème</sup> siècle<sup>1</sup> ? Tout d'abord, sous quelles formes, et surtout dans quelles mesures, l'influence et le prestige de la France des XIX<sup>ème</sup> et XX<sup>ème</sup> siècles pourront-ils être sauvegardés par les instances de décision et d'administration de l'Union Européenne au XXI<sup>ème</sup> siècle ? Ensuite, quels moyens institutionnels, quelles réformes constitutionnelles ou de structure, quelle ligne politique et quelle stratégie, sont nécessaires pour réaliser cette ambition de premier plan ?

Enfin, au cas où cette entreprise se révélerait possible<sup>2</sup>, quelles autres décisions, – mesures économiques, orientations en termes de politique étrangère et de défense, lignes stratégiques (actions diplomatiques et système d'alliance) – seraient nécessaires pour créer un monde « multipolaire », c'est-à-dire pour contenir l'avance hégémonique acquise par les Etats-Unis depuis les années 1989/91 ou au moins pour les inciter à la modération ?

### La France et les PECO : un dialogue insincère

En fait dès le milieu de la décennie passée, de nombreux signes permettaient de penser que l'extension à l'Est de l'Europe des Quinze, et d'une manière générale la phase en cours du processus d'intégration achevée le 1<sup>er</sup> mai 2004, ne faisait, en réalité et contrairement aux discours officiels et aux assurances réitérées, pas partie des priorités politiques de la France<sup>3</sup> ! Mais dans le cadre de la politique orientale de l'UE, quelles sont donc ces priorités ?

Dans un contexte à la fois géographique, économique, politique et historique, on peut considérer que par tradition les pays récemment admis appartiennent en majorité à la « sphère d'intérêt » allemande que française. Il s'ensuit qu'après 1989/90, Paris a observé avec méfiance une expansion économique et une influence politique de l'Allemagne bien plus forte que la sienne dans la plupart des États en question (hormis peut-être les deux îles : Chypre et Malte). Il s'en est suivi – conséquence logique de cette politique d'expansion allemande – une perte sensible de prestige de la France auprès des capitales où elle avait acquis la position de premier investisseur (Varsovie) ou dans celles où elle pouvait compter, du moins théoriquement, sur une sympathie et une reconnaissance traditionnelles et ressenties comme légitimes (Prague, Bucarest et en partie Varsovie).

### La France et le « problème des minorités »

Deux des principaux points qui « gênent » la France vis-à-vis des pays nouvellement intégrés, qui l'inquiètent pour elle-même et pour l'Europe, sont ce que diplomates et spécialistes englobent sous les vocables génériques de « problèmes des minorités » et « question des frontières ».

On sait en effet que la conception française de la nation ignore officiellement la notion de « minorités » et en nie même l'existence sur son territoire, au point que les nombreux tsiganes nomades de France – en partie originaires d'Europe centrale – sont inclus pudiquement dans la catégorie des « gens du voyage ».

Quant à la « question des frontières » d'Europe centrale et orientale, elle est considérée à la fois comme un héritage réactionnaire, un « reliquat historique », et une dangereuse bombe politique<sup>4</sup> ! Et ce, en oubliant facilement (même si c'est avec d'inavouables remords) que l'ensemble des problèmes à résoudre dans un avenir proche est en fin de compte le résultat durable, la conséquence de l'« œuvre de paix » de Versailles inspirée par la France en 1918-1920 et de la « redistribution des nationalités » qui en a suivi. Autrement dit : le réarrangement des vastes territoires de l'Europe centrale, habités par des mosaïques ethniques quasi inséparables, en vue de la création des nouvelles entités prétendues être ou devenir des petits États-nations *à la française* et en espérant, en

<sup>1</sup> Voir Michel Foucher, *La République européenne. Entre histoires et géographies*. Paris, 1998, Éditions Belin.

<sup>2</sup> Réforme institutionnelle efficace de l'Union Européenne, extension mûrement réfléchie, mise en place de la structure définitive de l'Union, de son fonctionnement, de ses mécanismes de décision, adoption d'une Constitution, ...

<sup>3</sup> Pierre Moscovici, ministre des Affaires européennes du gouvernement Jospin (1997-2002) ne manquait jamais une occasion de souligner que, du point de vue français, l'élargissement [prévu après 1995] était lié à une condition préalable. En d'autres termes, les stratèges français souhaitaient alors retarder la vague d'adhésion à venir, car les réformes institutionnelles, selon eux inévitables, n'avaient pas encore eu lieu. En clair, l'« approfondissement » passait avant l'« élargissement ». C'avait été précisément la question soulevée par le Président François Mitterrand dans sa prise de position du 14 juin 1991, quand il déclara que les anciennes démocraties populaires se trouvaient dans un état de « délabrement inquiétant » qui leur interdisait pour « des dizaines et des dizaines d'années » d'être intégrées à l'Union Européenne.

<sup>4</sup> Cf. Michel Foucher, *op. cit.*, pp. 89, et 112-113.



vain, qu'ils pourraient devenir le tampon et la balance si nécessaires aux yeux de Paris contre la « Grande Allemagne », restée à peu près intacte<sup>5</sup>.

Dans le même temps, la France se trouve confrontée dans son sein à un autre dilemme lié à cette problématique : après l'élargissement de l'Europe, comment devra-t-elle traiter les « régionalismes » basque, alsacien, breton, provençal et surtout corse, qu'elle cherche à minimiser malgré leur indéniable montée en puissance ? L'apport des nouveaux pays membres ajouté à cet imbroglio juridique et constitutionnel (pensons au « statut particulier » de la Corse) ne risque-t-elle pas de constituer la goutte d'eau susceptible de faire déborder le vase et de rendre le problème intraitable<sup>6</sup> ? Il faut aussi ajouter à cet ensemble d'épineux problèmes celui de l'intégration des Tsiganes venus d'Europe orientale (de Roumanie surtout) qui, à la suite de l'élargissement, se retrouveront *ipso facto* dans les frontières de l'Union Européenne et dont l'afflux incessant commence à sérieusement quitter en France.

La réflexion politique en France, et c'est encore plus vrai de l'exercice quotidien du pouvoir, se heurte encore à un autre problème latent plus sérieux encore que les précédents et qui menace de dégénérer à tout moment : le rapport entre une communauté juive d'environ 700 000 personnes et une population musulmane estimée entre cinq et sept millions selon les sources. En d'autres termes, comment empêcher que le conflit israélo-arabe ne s'installe en France ? Nous y reviendrons.

### La France et l'Allemagne

Les succès que l'Allemagne a remportés à l'Est entre 1989 et 2002 ont évidemment inspiré à Paris méfiance et jalousie. Il a longtemps semblé à la France que la troisième vague d'intégration européenne était bien plus dans l'intérêt de Berlin que dans le sien : une forme nouvelle et dissimulée du « Drang nach Osten » ... Et que si tel était le cas – du moins était-ce le sentiment des milieux gouvernementaux –, cela contrevenait à une des conditions tacites, mais vivement souhaitée par Paris, du rapprochement historique franco-allemand (elle même condition *sine qua non* de la « construction européenne ») : l'Allemagne réunifiée devait faire preuve de modération en Europe centrale et orientale<sup>7</sup>.

Il est enfin une autre composante non exprimée des réserves françaises qui est comme la conséquence et le vestige de la rivalité franco-allemande sur le continent. Les milieux français craignaient – et c'est encore un sujet débattu – que le rattachement à l'Europe de la plupart des anciens « pays de l'Est », plus proches de Berlin, ne donne définitivement l'avantage à la conception « fédéraliste » de l'Allemagne sur l'idée d'inspiration jacobine défendue par les Français, celle d'une « confédération d'États-nations », souhaitée en leur temps par François Mitterrand et Jacques Delors.

## Fondements et objectifs de la politique américaine

**L**e sujet problématique et presque tabou en France – et en Europe en général – d'un antijudaïsme d'abord latent puis à mesure de l'aggravation tragique du conflit israélo-palestinien de plus en plus virulent, ne saurait être ici passé sous silence, car il est lié, indirectement mais de façon indissociable, à un élément clef de la politique à long terme de la France déjà évoqué plus haut. Il constitue même un défi historique de plus grande portée que les oppositions traditionnelles franco-britannique ou franco-allemande : à savoir les rapports conflictuels de la France avec les États-Unis<sup>8</sup> !

### Aux sources de la nouvelle doctrine américaine

Plus précisément et plus concrètement : les rapports conflictuels de la France avec la conception géostratégique américaine développée à partir de 1992/93. Selon cette conception, pour l'essentiel et en simplifiant beaucoup, le moyen le plus simple de pérenniser et de renforcer au XXI<sup>ème</sup> siècle l'hégémonie mondiale conquise par les États-Unis à la fin du XX<sup>ème</sup> consiste temporairement (pour une période de quelques décennies, brève au regard de

<sup>5</sup> Voir à ce sujet Jacques Bainville, *Les conséquences politiques de la paix*, Paris, 1920. Voir plus récemment François Fejtö, *Requiem pour un empire défunt. Histoire de la destruction de l'Autriche-Hongrie*. Paris, 1988, Lieu Commun.

<sup>6</sup> Une des phases significatives de ce dilemme fut l'adoption partielle et sélective de la Charte Européenne des Langues Régionales et Minoritaires, signée le 7 mai 1999 à Budapest par Pierre Moscovici. Pour des considérations liées de toute évidence à la politique intérieure, la France ne reconnut la validité que de 39 des 94 paragraphes de la Charte !

<sup>7</sup> Sur cette questions des rapports franco-allemand, voir Michel Foucher, *op. cit.*, notamment pp. 13 et 49-50.

<sup>8</sup> Voir entre autres à ce sujet : Daniel Vernet, « Le vieux dilemme de la diplomatie française », *Le Monde*, 26 septembre 2003 ; et Thierry de Montbrial, « Entre Paris et Washington, une vieille histoire querelleuse », *Le Monde*, 23 avril 2004.



l'histoire...) à déplacer le centre de gravité extérieur du pouvoir de cet « empire flottant » des régions désormais pacifiées et américanisées de l'Europe occidentale et du Pacifique au Proche-Orient<sup>9</sup> !

Pourquoi le Proche-Orient ? Pour de multiples raisons, tant « civilisationnelles » que pragmatiques : il s'agit de l'un des berceaux de la civilisation humaine et de l'espace d'éclosion des trois grandes religions monothéistes ; mais aussi du plus important réservoir énergétique du globe ; et encore du terrain idéal et d'un lieu de salut pour nombre des forces économique-politiques américaines en quête des nouvelles réalisations et d'idéologies positives.

Autre point important à ne pas oublier : la Terre sainte est en même temps, et plus précisément à partir de 1948, l'« atelier » de l'une des entreprises les plus intéressantes que l'histoire ait jamais connue : la (re)création de l'Israël moderne... perçu par l'Islam à la fois comme une intrusion illégitime et frustrante et comme une provocation permanente de l'Occident. Aux yeux du « monde libre » en revanche, il s'agit d'une tentative excitante de *nation building*, dont la réussite – par des raisons socio-historico-politico-morales fort complexes – ne peut laisser personne indifférent. Tout au contraire : la sécurité stratégique de l'Etat hébreu et la reconnaissance *de jure* d'Israël par le monde islamique (autrement dit : la solution du conflit palestinien-israélien) est une affaire internationale de commun intérêt qui nécessite l'effort de toutes les forces politiques et tout individu de bon sens de la planète<sup>10</sup>.

### Les objectifs

S'il réussit, ce transfert de grande envergure – la construction de cette nouvelle tête de pont stratégique – peut en théorie résoudre de nombreux problèmes géopolitiques fondamentaux, ou du moins assurer un contrôle efficace d'une part notable des évolutions économiques et socio-politiques qui attendent le monde au XXI<sup>ème</sup> siècle.

Telles sont en tout cas les idées – à moins qu'il ne s'agisse de désirs irréalistes, de *wishful thinking*...<sup>11</sup> – en cours à Washington :

- Contrôler les réserves de pétrole du Proche-Orient (qui représentent 60 % des ressources mondiales).
- Moderniser, remodeler, et séculariser selon les critères américains des régimes autocratiques considérés comme des pépinières du « terrorisme international » (Irak, Syrie, Arabie Saoudite, Iran).
- Réorganiser de façon radicale les rapports de pouvoir, les structures étatiques et les frontières de cette région ; et créer, si besoin, de nouvelles entités telle qu'une Jordanie « palestinisée » et un Kurdistan plus autonome, voire indépendant<sup>12</sup>.
- Renforcer le caractère d'« Etat musulman laïc » de la Turquie et modérer des ambitions d'Ankara visant à ressusciter l'Empire des peuples turcophones en Asie centrale<sup>13</sup>. En même temps contribuer vigoureusement à l'ancrage définitif de ce « pays ferry-boat », à la croisée des trois continents et trois civilisations et stratégiquement fort important, au camp occidental ! En d'autres termes, continuer à encourager « l'eupéanisation » de la société et du système institutionnel turques. De là, la constante pression américaine sur les décideurs européens, et particulièrement sur Berlin et Paris<sup>14</sup>, en vue de l'entrée de la Turquie le plus tôt possible dans l'Union Européenne.
- Empêcher un renforcement excessif de la Russie. Autrement formulé : déconseiller d'une manière aussi amicale que possible une éventuelle « seconde noce » avec l'Ukraine, tout en faisant comprendre aux stratèges moscovites que d'une part leurs intérêts vitaux sont à l'heure qu'il est sensiblement plus menacés par les intégristes musulmans que par le mouvement vers les frontières russes de l'OTAN et l'UE ; et que d'autre part à long terme, l'irrésistible ascension chinoise (qui nécessitera d'énormes besoins énergétiques

<sup>9</sup> La première formulation de cette doctrine, datée de février 1992, fut faite par Paul Wolfowitz et J. Lewis Libby dans un document resté secret, mais qui fit couler beaucoup d'encre, intitulé *Defense Planning Guidance 1992-1994*.

<sup>10</sup> Un historien français, spécialiste de la problématique, résume ainsi la question : « Comment ce minuscule territoire est-il devenu ces dernières décennies l'un des grands enjeux mondiaux ? C'est que le devenir de la Terre sainte s'inscrit tout aussi bien dans la longue durée de la sacralité liée aux grandes religions monothéistes, que des grands drames contemporains comme le sort du peuple juif et les tourments ressentis de la colonisation et de la décolonisation. » Henry Laurens, « Dans l'Orient arabe toujours plus compliqué », *Le Monde*, 13 mars 2004.

<sup>11</sup> Cf. Ray McGovern, « Sliding into war. Wishful thinking, once again in Washington », *International Herald Tribune*, 12 février 2003.

<sup>12</sup> Cf. Gérard Chaliand, « La guerre, précondition au remodelage du Moyen-Orient ? Le pari de la stratégie américaine », *Le Figaro*, 20 février 2003. Voir aussi l'ouvrage de Gérard Chaliand et Arnaud Blin, *America is back. Les nouveaux Césars du Pentagone*. Paris, Bayard, 2003.

<sup>13</sup> Cf. Alexandre Adler, « Les mystères d'Istanbul », *Le Figaro*, 27 mars 2003 ; Hamit Bozarslan, « La Turquie : puissance régionale et forteresse assiégée ? », *Politique étrangère*, 2003/1, pp. 93-102.

<sup>14</sup> La passe d'arme qui eut lieu lors du sommet de l'OTAN à Istanbul les 28 et 29 juin 2004 entre Georges W. Bush et Jacques Chirac fut à ce propos exemplaire de la rivalité franco-américaine... et surtout de la susceptibilité française !



et ravivera peut-être le vieux rêve d'appropriation des Chinois concernant les champs de carburants d'Asie centrale et de Sibérie) ne pourra être endiguée qu'avec l'aide de l'Occident<sup>15</sup>. – L'éventuelle menace chinoise est d'ailleurs, disons-le au passage, l'un des motifs majeurs pour lesquels l'Alliance atlantique reste indispensable pour l'avenir. C'est la raison pour laquelle, à nos yeux, ceux qui affaiblissent la solidité et la confiance des rapports entre les deux rives de l'Atlantique, ne commettent pas simplement une faute stratégique irréparable, mais un crime colossal contre les valeurs et les intérêts occidentaux<sup>16</sup>.

- Contenir la montée en puissance de la Chine, et éventuellement celle de l'Inde – envisagée pour la seconde moitié du XXI<sup>ème</sup> siècle et considérée par les États-Unis comme une source potentielle de danger – ou, si nécessaire, construire de nouvelles têtes de pont destinées à « parer » cette éventualité sans doute inévitable.

La stratégie suivie par Washington ces dernières années semble, de fait, confirmer et même transformer en une nouvelle doctrine géopolitique le raisonnement élaboré en 1996 par Jacob Heilbrunn et Michael Lind et la vision de Samuel P. Huntington exposée la même année dans son célèbre *Clash of Civilisations*<sup>17</sup> : extension de l'OTAN vers l'Est en 1997 puis en 2002 ; bombardement du Kosovo en 1999 (véritable répétition générale de la guerre contre les Talibans et de l'intervention au Proche-Orient), cinq jours à peine après l'admission de la Pologne, de la Hongrie et de la République tchèque dans l'OTAN le 19 mars 1999 et sans l'aval du Conseil de sécurité de l'ONU ; modification du caractère, du rôle et de la structure de l'OTAN ; annonce de la lutte sans merci contre le « terrorisme international » ; pacification de l'Afghanistan (seconde répétition générale) ; élimination du régime de Saddam Hussein en l'Irak.

Après un examen minutieux et contradictoire des sources, il appartiendra aux historiens de déterminer comment le « syndrome du 11 septembre » s'intègre dans la logique de notre énumération schématique et dans quelle mesure il s'agit d'une cause ou d'une conséquence dans l'évolution guerrière des États-Unis, autrement dit dans l'irrépressible désir de vengeance et dans la psychose de guerre en cours à Washington<sup>18</sup> ?

## Le grand tabou : la « question juive » dans l'évolution géopolitique mondiale

### La Shoah, la mauvaise conscience de l'Europe et la création d'Israël

**A**utre question plus aiguë et plus explosive encore : quel lien existe-t-il entre l'échec total de l'évolution historique « classique » de la civilité démocratique occidentale, voire du système de valeurs européen, et ce qui fut une faillite quasi-absolue de l'antique charité chrétienne à l'égard des persécutés, pourtant « nos semblables », en un mot : l'extermination partielle des Juifs d'Europe occidentale et le quasi-anéantissement de ceux d'Europe centrale et orientale ?

L'analyse de cette question est indispensable pour comprendre les enjeux stratégiques actuels. En effet, sans l'Holocauste, sans cette mauvaise conscience européenne tout à fait justifiée<sup>19</sup> et sans cette indignation « internationale » dynamisante, le mouvement sioniste – initialement dépourvu de poids politique et considéré comme une option parmi d'autres (assimilation totale, mouvement du Bund, utopie communiste, etc.) pour échapper au « dilemme juif » – n'aurait probablement jamais donné naissance à une entité entièrement nouvelle (mais dont les fondements historiques remontent à la plus haute Antiquité) : l'État moderne d'Israël<sup>20</sup>.

<sup>15</sup> Cf. Zbigniew Brzezinski, *The Grand Chessboard. American Primacy and its Geostrategic Imperatives*, New York, Basic Books, 1997.

<sup>16</sup> Cf., parmi de très nombreux articles, analyses et prises de position de haut niveau : Susanna Agnelli, Giuliano Amato, Raymond Barre, Carl Bildt, Emilio Colombo, Jean-Luc Dehaene, Bronislaw Geremek, Hans Dietrich Genscher, Valéry Giscard d'Estaing, Felipe Gonzalez, Douglas Hurd, Helmut Kohl, Giorgio Napolitano, Helmut Schmidt, Carlo Scognamiglio, Eduardo Serra, Hans van Mierlo, « Europe – USA : l'atout majeur », *Le Monde*, 15-16 juin 2003, p.12 [phrase relevée par nous : « Unis, nous sommes considérés comme les interprètes d'une grande vision et d'une grande sagesse; divisés, nous serons perdants »].

<sup>17</sup> New York, 1996, Simon & Schuster. La thèse a été présentée pour la première fois dans *Foreign Affairs*, Été 1993, vol. 72, n° 3, pp. 22-49, soit très peu de temps après l'étude rédigée en 1992 par Paul Wolfowitz citée en note 12.

<sup>18</sup> Selon certaines sources, au cours d'un conseil restreint, Paul Wolfowitz se serait prononcé dès le lendemain du terrible attentat du 11 septembre (selon d'autres sources au soir du vendredi 14 septembre) en faveur d'une guerre contre l'Irak. Cf. l'article de Jacques Amalric à propos de la parution en Français du livre de Bob Woodward, *Bush at War* (paru sous le titre *Bush s'en va-t-en guerre*, Paris, Denoël, 2003) : « La métamorphose de George W. Bush », *Libération*, 13 mars 2003. Voir aussi Eric Laurent, *La guerre des Bush. Les secrets inavouables d'un conflit* Paris, Plon, 2003.

<sup>19</sup> Cf. Jean-Claude Casanova, « Le terrorisme et l'Europe », *Le Monde*, 19 octobre 2001 : « Du fait de la persécution et du génocide des juifs, l'Europe porte une part de responsabilité dans la création de l'État d'Israël ». Voir plus récemment encore Dominique Moisi, « L'Europe et la légitimité d'Israël », *Le Monde*, 2 mars 2004 : « Ce n'est pas le retour d'un antisémitisme comme l'Europe en a connu dans les années 30 qui se profile à l'horizon; C'est un processus de « désamour » d'Israël ».

<sup>20</sup> « Les Juifs ont donc été, depuis deux siècles, de formidables expérimentateurs qui sont engagés très loin dans les logiques contraires, celle de l'assimilation (bourgeoise ou socialiste) comme celle du nationalisme. C'est cet itinéraire emblématique qui nous intéresse ici : non pas les Juifs en



En d'autres termes : l'existence d'Israël, sorte d'épilogue de la rivalité séculaire des colonialismes français et britannique dans la région (création du protectorat de Palestine mis à part), revient pratiquement à l'« exportation » au Proche-Orient de cette impasse de l'histoire européenne et de cette immense honte (surtout pour l'Allemagne), avec pour conséquence une réaction presque immédiate : la montée des nationalismes arabes<sup>21</sup>.

### Les États-Unis et le « destin juif »

Une autre conséquence, trop rarement analysée<sup>22</sup>, de la persécution des Juifs d'Europe est qu'après l'émigration de l'élite intellectuelle juive ou d'origine juive dans les années 1920 et 1930 (celle des Einstein, von Neumann, Strauss<sup>23</sup> et Teller), des centaines de milliers de Juifs ayant survécu aux camps de concentration sont partis à leur tour pour les États-Unis à la fin de la guerre, puis entre 1945 et 1948 – fuyant cette fois le communisme et assurant du même coup le renouvellement constant de l'*intelligentsia* américaine. Ils se sont parfaitement intégrés à la « société ouverte » du pays, à ses « possibilités illimitées » mais sans perdre leur sensibilité naturelle au « destin juif » dont le point central était et reste l'extrême fragilité stratégique et la menace indiscutable qui pèse en permanence sur Israël depuis sa naissance en mai 1948.

En simplifiant une fois de plus, on peut dire que le changement d'orientation géostratégique des États-Unis repose sur la combinaison de trois tendances fondamentales :

- Un sentiment de supériorité inspiré par le statut d'hyperpuissance sans égale.
- La sensibilisation aux grands dilemmes mondiaux de l'opinion publique et de la société américaine (y compris provinciale, du *Middle West* et surtout du « sud profond »), foncièrement conservatrice, religieuse, empreinte d'un profond moralisme et, de plus, convaincue de sa mission, à mesure que ce messianisme se laïcise, devient plus matérialiste et, petit à petit, se confond avec les symboles de la nation américaine<sup>24</sup>.
- La capacité à faire valoir les intérêts, l'influence intellectuelle et le prestige non négligeable des descendants des anciens réfugiés d'Europe de l'Est qui ont conquis des positions-clé dans l'économie, la finance, la recherche, les *brain-trusts* politiques et les médias. Ajoutons-y le phénomène socio-politique relativement récent, mais d'une portée inestimable qu'est l'émergence d'une nouvelle *pressure group* américaine fort instruite, extraordinairement dynamique et d'une efficacité redoutable, ainsi que la vertigineuse montée en puissance des intellectuels et fonctionnaires dits néo-conservateurs (« néocons »), dont un bon nombre est issu des mouvances de gauche des années 1950-1970<sup>25</sup>.

Il est difficile d'aborder ces questions sans risquer d'envenimer la situation et sans réveiller un antisémitisme latent, tant il est vrai que nous avons affaire à des processus spontanés touchant la psychologie et l'histoire de la société américaine<sup>26</sup>. Qui plus est, tout peuple dispose du droit inaliénable à constituer son État et à en assurer la sécurité.

---

« eux-mêmes », mais ce qu'ils représentent pour notre compréhension de l'émergence d'une politique moderne [...]. Ce processus, complexe, est le propre de toutes les nations modernes, lesquelles, contrairement à une trompeuse apparence, ne forment pas des réalités inaltérables, mais sont bel et bien le produit d'innovations politiques foisonnantes. ». Cf. Alain Dieckhoff, *L'invention d'une nation. Israël et la modernité politique*, Paris, Gallimard, 1993, pp. 12-13. Cité par Georges Corm, *Le Proche-Orient éclaté 1956-2003*. Paris, Gallimard, 2003, p. 832. Voir aussi Avineri Schlomo, *The making of modern Zionism*, New York, Basic Books, 1981.

<sup>21</sup> Sur ces sujets, cf. Georges Corm, *ibid.*, pp. 834-837 en particulier. Voir aussi Alain-Georges Slama, « Les quatre fautes d'Albion », *Le Figaro*, 10 mars 2003. Voir aussi plus récemment, Yves Guesmond, « Des géographes à l'assaut de la Palestine ? », *Le Monde*, 27 mai 2004.

<sup>22</sup> Voir cependant l'étude intitulée « Az izraeli-palesztin viszony az Egyesült Államok jelenlegi geostratégia törekvéseinek fénytörésében »\_in B. Borsi-Kalman, *Kérdések és alkérdések. Gondolatok a csoportérdek-érvényesítés, a nemzeti önkép és a globalis stratégiák összefüggéseiről*, Budapest, ed. Akadémiai, 2004, pp. 87-151.

<sup>23</sup> Le philosophe Leo Strauss (1899-1999) est, avec Allan Bloom, considéré comme le « père » de la pensée (et de la pratique politique) des néo-conservateurs américains, si bien que ces derniers sont souvent qualifiés de « straussiens ».

<sup>24</sup> « La déesse pour laquelle Bush part en guerre aujourd'hui, c'est avant tout l'Amérique [...]. Pour la majorité des Américains, le drapeau étoilé et le mode de vie qu'il représente ont remplacé Jésus-Christ comme figure eschatologique d'un Millenium de bonheur. Et c'est d'abord pour ce dieu-là qu'ils se battent ». Sébastien Fath, « Comme un vol de faucons hors de la "cage d'acier" », *Le Monde*, 15 mars 2003. Voir aussi John Lukacs, « Az Amerikai Egyesült Államok története » [Outgrowing Democracy. A History of the United States in the Twentieth Century], Budapest, *Europa*, 2002, pp. 523-524.

<sup>25</sup> Voir à ce sujet les propos d'un des plus influents idéologues du groupe néoconservateur, le fondateur de la revue *Commentary*, Norman Podhoretz : « Pour moi, 1967 fut le tournant décisif, c'était le moment où j'en avais assez de la gauche. L'antisémitisme farouche de l'Union Soviétique n'en était qu'un seul motif. Ce qui m'a également dérangé, c'est que la gauche [américaine] n'était guère disposée à prendre acte de l'antisémitisme des mouvements noirs en train de se radicaliser [...]. Les intellectuels de gauche en général s'en foutaient royalement et s'en fichent encore aujourd'hui ». Entretien réalisé par Janos Gado, *Szombat*, octobre 2000.

<sup>26</sup> « La relation de la société américaine à la communauté juive est une relation d'adoption et d'intégration. La communauté juive est considérée comme partageant toutes les valeurs de la culture américaine dominante. Ses dirigeants font partie de l'élite sociale et politique des États-Unis, et la communauté juive se trouve en bonne place dans l'échelle sociale des communautés religieuses ou ethniques du pays. Sa respectabilité est



De fait, l'ensemble de ces événements historiques et sociaux complexes, et leurs conséquences, peuvent être considérés comme des données historiques objectives, et écarter ou négliger délibérément l'enchaînement de leurs effets est une source d'erreurs au même titre que les préjugés et les interprétations tendancieuses.

### Les Juifs soviétiques et le « déséquilibre de population » en Israël

Il en va également ainsi de ces conséquences nouvelles rarement prises en considération : à savoir la rupture du relatif équilibre de la société israélienne ou, plus exactement, les liens substantiels existant entre le début de la deuxième *intifada* et l'accélération de l'émigration en provenance des Etats de l'ex-Union soviétique !

Selon des prises de positions israéliennes impartiales, l'arrivée en masse de nouveaux immigrants de langue russe s'intégrant plus difficilement que les Ashkénazes d'Europe centrale ou les Sépharades d'Afrique du Nord, a bouleversé le fragile équilibre entre la population juive et palestinienne. A ce sujet, Georges Corm écrit : « Alors qu'Israël recevait jusqu'ici par an 8 000 à 10 000 immigrants en provenance de tous les pays et voyait émigrer de son territoire autant ou un peu plus de personnes, elle reçoit au cours des huit premiers mois de 1990 quelque 100 000 immigrants d'Union soviétique [...]. L'échec dans l'absorption du flot d'immigrants russes et le maintien d'un taux élevé de chômage dans cette nouvelle population à haut niveau technique serait lourd de conséquences ».

Corm ajoute : « L'effondrement de l'Union soviétique entraînera l'émigration d'environ 200 000 Juifs vers Israël, dont de nombreux cadres scientifiques de haute valeur, ce qui va contribuer à une nouvelle extension de l'État d'Israël, démographique, économique et géopolitique. Tout, en fait depuis la dernière décennie, concourt à un renouveau du judaïsme de par le monde, à partir d'Israël et des États-Unis, qui abritent la plus importante communauté juive<sup>27</sup>. » En d'autres termes, si les difficultés dans la construction de la nation israélienne et la tension au Moyen-Orient se sont accrues, c'est non seulement en raison d'une des impasses manifestes du développement de la démocratie européenne, mais aussi – drôle d'héritage de l'époque post-brejnevienne... – à cause du développement déficient de la société « socialiste » de type soviétique.

### La sécurité d'Israël : l'un des motifs cachés de la querelle transatlantique

De façon paradoxale, peu de Français pensent sincèrement que le renforcement pourtant indispensable de la sécurité d'Israël – et par conséquent la « recomposition » du Proche et du Moyen-Orient considérée également comme indispensable par Washington – puisse être un but stratégique prioritaire de la France et de l'Union Européenne<sup>28</sup>. Autrement dit et en définitive, l'Europe ne pense pas avoir à réparer son échec sociologique et moral tel qu'incarné par la « question juive »<sup>29</sup>.

En partie pour conjurer sa propre incapacité et en prenant prétexte du risque malheureusement bien réel lié à d'imprévisibles conséquences<sup>30</sup>, elle critique cette Amérique prête et surtout décidée à agir à grand renfort de questions de principe et d'arguments rhétoriques et cherche désespérément à ébranler sa volonté en usant des outils institutionnels encore à sa disposition (congrès internationaux, veto au Conseil de Sécurité).

Et c'est précisément cette différence de point de vue qui constitue un de ces points épineux et laissés dans l'ombre de la crise euro-atlantique. De ce point de vue, la situation de l'Allemagne est encore plus inconfortable que nulle autre. Comme nous l'avons rappelé plus haut, sans les usines de mort nazies, le sionisme – en tant que réaction – ne se serait sans doute pas renforcé jusqu'à produire un concept étatique opérant. Et dans la foulée de la nouvelle vague d'émigration d'après 1945, la société américaine, profondément religieuse et empreinte de messianisme, ne serait pas devenue aussi sensible aux événements du Moyen-Orient, portés à leur paroxysme par les terribles

---

reconnue, alors qu'on ne pourrait pas en dire autant des communautés noire ou hispanique par exemple », Camille Mansour, *Israël et les États-Unis ou les fondements d'une doctrine stratégique*. Paris, Armand Colin, 1995, p. 241.

<sup>27</sup> G. Corm, *op. cit.*, pp. 665 et 845.

<sup>28</sup> Dans son édition du 1<sup>er</sup> avril 2003, *l'International Herald Tribune* s'est exprimé ainsi : « French oppose war but hope America wins ! ». Jean-Claude Casanova, directeur de la revue *Commentaire*, participant en compagnie de nombreux intellectuels français et israéliens à un colloque organisé entre le 16 et 18 mai 2004 à Tel-Aviv intitulé « Regards croisés », résume ainsi la présente situation : « Est-ce qu'on assiste à la montée d'un nouvel antisémitisme à l'occasion du conflit israélo-palestinien ? Je crois que oui. Mais le plus alarmant, ce ne sont pas les gribouillages sur les synagogues ou les agressions. C'est un sentiment d'indifférence dans l'opinion française, qui considère que les actes antisémites sont une histoire entre juifs et musulmans. » Cf. Xavier Ternisien, « Incompréhension croisée entre Français et Israéliens », *Le Monde*, 26 mai 2004.

<sup>29</sup> Cf. Avraham B. Yehoshua, « La question juive posée au monde », *Libération*, 29 novembre 2003. Du même auteur « Le sionisme a été diabolisé », *Le Figaro*, 29 août 2001.

<sup>30</sup> « Du fait de la persécution et du génocide des Juifs, l'Europe porte une part de responsabilité dans la création de l'Etat d'Israël, ce qui réduit sa liberté d'action. Elle doit donc éviter, en se présentant en tiers, de gêner les Américains, dont la capacité d'influence sur les protagonistes est sans commune mesure avec la sienne, mais, au contraire, les aider à agir en faveur d'une partition raisonnable du territoire entre Israéliens et Palestiniens » ; Jean-Claude Casanova « Le terrorisme et l'Europe », *Le Monde*, 19 octobre 2001.



attentats du 11 septembre 2001 qui a permis la rencontre entre l'Amérique profonde provinciale (et en parti néoprotestante évagéliste zélée comme l'actuel président lui-même) et une fraction importante de l'élite intellectuelle de la côte est actuellement au pouvoir<sup>31</sup>.

Ce serait cependant une faute grossière que de croire que la politique extérieure washingtonienne aurait été kidnappée par les « néocons », ou bien que les intérêts sécuritaires d'Israël prévaudraient sur les calculs stratégiques de la puissance américaine, voire sur ses combinaisons visant la durabilité et la sécurité de l'approvisionnement en carburants de l'économie américaine et de ses proches alliés. Bien au contraire : le destin d'Israël, selon toute vraisemblance, ne figure qu'à la troisième ou quatrième place dans la hiérarchie des priorités géopolitiques des Etats-Unis. Il vient au moins après la construction de la tête de pont irakienne et la question pétrolière. En revanche il est tout aussi évident que tout le monde (les acteurs politiques comme les groupes de pression) sans exception, s'en sert : à la fois comme but froidement poursuivi et prétexte sciemment orchestré.

Et c'est également dans ce contexte que l'on peut s'interroger sur les figures marquantes et les éminences grises du courant néoconservateur. Sans leur racines de l'Europe Centrale et de l'Est, sans les monstruosité traumatiques de la Shoah, puis sans leur vécu déprimant des années de la « coexistence pacifique », si chère aux idéologues de gauche, auraient-ils pu arriver à leur position radicale d'aujourd'hui ? Et c'est justement pour tout cela aussi que les éléments à la fois clairs et laissés dans l'ombre – les raisons dites et celles non-dites – de la nouvelle stratégie américaine forment un amalgame particulièrement explosif : arguments sans appel et armes redoutables.

## La guerre d'Irak : le grand révélateur

**D**isons, pour simplifier, que la politique extérieure actuelle des États-Unis (la transformation en doctrine des thèses de Heilbrunn-Lind-Huntington et l'accélération de ce processus due au changement de paradigme provoqué par le « syndrome du 11 septembre »<sup>32</sup>) découle essentiellement des faits objectifs et des interdépendances souterraines que nous venons d'exposer.

### George W. Bush et son « équipe bizarre »

C'est là une synthèse que George W. Bush et son « équipe bizarre »<sup>33</sup> ne semblent pas seulement capables de mettre en œuvre énergiquement et de défendre avec acharnement. Ils ont aussi, de toute évidence, décidé de le faire. Ce qui nous amène à poser trois questions.

- 1) Les intentions à court terme de l'équipe Bush<sup>34</sup> sont-elles conformes aux intérêts de l'élite politique américaine, de la société américaine toute entière, et par conséquent de la majorité des pays de la planète ? Ce qui peut se formuler ainsi : ce qui est bon pour l'Amérique est-il aussi bon pour *the rest of the World* ? Ou bien : dans une situation analogue, un président démocrate aurait-il agi de la sorte ? Ou

<sup>31</sup> Sur les antécédants de cette « rencontre », voir Georges Corm, *op. cit.*, pp. 837-838 et 846-850. A propos des personnages influents travaillant dans diverses institutions, universités et cercles de réflexion, Cf. Pierre Hassner et Justin Vaisse, *Washington et le monde; dilemmes d'une superpuissance*. Paris, Autrement/CERI, 2003. Quant au noyau dur des conseillers de Bush, voir l'opinion critique de Patrice Higonnet, professeur d'histoire française à la Harvard University: « Il y a d'une part l'Amérique du New Deal [...]. Il existe aujourd'hui une deuxième Amérique, partout présente mais surtout au Texas et dans les États du Sud, officiellement rattachés au parti républicain. C'est là une Amérique trouble, inquiétante, où le pluralisme est avant tout le masque des intérêts particuliers [...]. Il faudrait remonter à Napoléon III pour trouver dans l'histoire de France une équipe gouvernementale aussi malhonnête, malhabile et cependant sûre d'elle-même », « La résistible ascension du nouvel empire américain », *Libération*, 3 janvier 2003.

<sup>32</sup> Selon Georges Soros : « L'Administration Bush a pris les rênes du pouvoir avec une idéologie fondée sur le « fondamentalisme de marché » et la suprématie militaire. Avant le 11 septembre, elle ne pouvait guère la mettre en œuvre car elle ne disposait ni d'un mandat clair en ce sens ni d'un ennemi bien défini. Le terrorisme lui a fourni l'ennemi idéal parce qu'il est invisible et ne disparaît jamais. En déclarant la guerre au terrorisme, le président Bush a trouvé le mandat qui lui faisait défaut. » G. Soros, « La doctrine Bush contre les valeurs américaines », *Le Figaro*, 13 mars 2003.

<sup>33</sup> « Une équipe bizarre » : c'est là l'expression employée au cours de la conférence du 25 février 2003 prononcée au CERI, à Paris, sous le titre *Perspectives d'un nouveau pacte politique en Iran*, par le politologue américain Daniel Brumberg, chercheur associé à la Carnegie Endowment for International Peace et professeur à la George Washington University.

<sup>34</sup> Que l'on peut réduire à deux points majeurs, selon nous : d'abord, arriver à un triomphe militaire avant le début de la campagne présidentielle de novembre 2004 ; en cas de difficultés lourdes en Irak – ce qui est malheureusement le cas –, ou pire encore, si les choses tournent mal, prouver que l'offensive alliée du 20 mars 2003 était incontournable car elle ne faisait qu'anticiper une réaction islamiste de grande ampleur contre « les valeurs occidentales ».



encore : John F. Kerry, s'il avait été élu, aurait-t-il fait usage d'une *exit strategy* précipitée et aura-t-il la détermination de toucher aux axiomes écrits et non-dits de la politique américaine<sup>35</sup> ?

- 2) Est-il bon, est-il sage, de s'incliner sans objections devant les volontés d'une avant-garde composée de quelques dizaines de technocrates et de politologues très bien formés mais peut-être doctrinaires, en donnant l'impression – fautive – que le gouvernement Bush est en définitive dirigé depuis Tel Aviv ? Autrement dit : les « hommes du président » mesurent-ils qu'à cause de leurs actions unilatérales et souvent impatientes, la stratégie actuelle de l'administration Bush favorise la renaissance des clichés antisémites les plus détestables (judéocapitalisme, « conspiration juive », hégémonie mondiale du sionisme, etc.) et que, vus du Maghreb, d'Iran, du Pakistan ou d'Indonésie, les États-Unis sont non seulement perçus comme le grand Satan mais aussi comme un Israël démesurément enflé<sup>36</sup> ?
- 3) Est-il rationnel d'imaginer qu'une nation de 290 millions d'âmes, même si elle a fondé l'État le plus puissant et si elle possède l'armée la plus forte de l'histoire, est en mesure de plier à sa volonté les six milliards d'hommes qui peuplent le reste du monde ? L'enjeu justifie-t-il le risque de se retrouver à court terme définitivement opposé à une bonne partie de l'Europe et, à long terme, à la plupart des pays en voie de développement<sup>37</sup> ?

### Une querelle qui « ne concernait pas les points soulevés »...

A ce propos, un diplomate français souhaitant garder l'anonymat s'est devant nous déclaré convaincu qu'en réalité la querelle entre Paris et Washington « ne concernait pas les points soulevés »<sup>38</sup>. Aucune des parties n'avait réellement tenu compte de ses véritables intérêts à long terme et presque tous les participants euroatlantiques et moyen-orientaux (Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Espagne ainsi que les « dix de Vilnius », l'Irak, l'Iran et même Israël !) se sont retrouvés dans une position fâcheuse sans que personne ne fût capable d'en mesurer les conséquences et encore moins de les contrôler une fois l'invasion de l'Irak commencée.

Si le conflit venait à s'éterniser, en déclenchant une réaction en chaîne, le prétexte du désarmement de Saddam Hussein<sup>39</sup> pourrait donner lieu à une cascade d'événements irrationnels propres à peser sur l'avenir de toute l'humanité et qui pourrait se traduire par d'immenses pertes pour chacun. Et même les États et les forces politiques qui imaginent – à tort, selon nous – pouvoir « s'en tirer à bon compte » seraient touchés, à savoir : la Russie, la Chine, le Pakistan, l'Arabie Saoudite, l'Inde.

La guerre d'Irak et l'éloignement de Saddam Hussein par la force, plus exactement le désaccord franco-américain à ce sujet, se traduisent d'ailleurs pour les deux parties par les dilemmes suivants :

### Les dilemmes français

Pour des raisons historiques, la France ne peut moralement pas se permettre de dire « non » aux États-Unis : en 1917 et en 1944, l'histoire française et européenne aurait pris un tout autre tour si les Américains n'avaient pas – conformément, il est vrai, à leurs propres intérêts – fait barrage à l'oppressante prépondérance allemande. La France et l'ancienne Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier peut d'autant moins se le permettre que sans le plan Marshall et le parapluie nucléaire américain, il n'y aurait eu ni « miracle économique » italien et allemand, ni quatre décennies d'augmentation continue du niveau de vie en Europe occidentale, ni de réconciliation historique entre la France et l'Allemagne, pierre angulaire de « l'Europe unie », couronnée par les

<sup>35</sup> Cf. Laurent Murawiec, « Kerry-Bush : le « candidat du 10 septembre » face à « celui du 12 septembre ». Un autre regard sur la course à la Maison Blanche », *Tribune de l'Institut Thomas More*, N° 1/Fr, 13 mai 2004 (disponible sur le site de l'Institut Thomas More [www.institut-thomas-more.org](http://www.institut-thomas-more.org)).

<sup>36</sup> « Aujourd'hui la gauche européenne dogmatique et sentimentale n'hésite pas à donner la main à la droite réactionnaire et raciste dans la campagne de diffamation antiméricaine, dont une partie s'inspire directement des inepties des communistes et des nazis – tous les maudits slogans comme "les tentacules de la pieuvre de Wall Street" ou "la sinistre conspiration judéo-capitaliste et sioniste pour diriger le monde" », Amos Oz, « Contre cette guerre », *Le Monde*, 22 février 2003. Voir aussi Marwan Bishara, « L'«israélisation» des États - Unis? », *Le Figaro*, 24 février 2003.

<sup>37</sup> Joschka Fischer, actuel ministre allemand des Affaires étrangères a exprimé l'opinion suivante : « Je ne peux pas m'imaginer qu'un monde de 7 ou 8 milliards d'habitants puisse être organisé autrement que de manière multilatérale. Le défi représenté par un possible unilatérisme américain est en définitive une question que les Européens doivent résoudre eux-mêmes. Sommes-nous assez forts pour être considérés comme des partenaires ? C'est à nous de répondre ». Entretien réalisé par Henri de Bresson et Daniel Vernet, *Le Monde*, 1<sup>er</sup> avril 2003.

<sup>38</sup> Entretien privé mené dans l'après-midi du 27 février 2003.

<sup>39</sup> Robert Kagan a développé la même analyse : « Il s'agit avant tout d'un problème de sécurité régionale [...]. Je ne crois pas que Bush soit d'abord animé par la volonté d'apporter la démocratie au Moyen-Orient [...]. Je ne crois pas que la France ou les États-Unis agissent pour le pétrole. », *Libération*, 8 mars 2003.



élargissements successifs et la réunification allemande... sans l'accord de Washington, celle-ci en serait restée au stade de rêve sans lendemain !

Les réticences manifestées par la France dans la seconde moitié de l'année 2002, et l'insoumission obstinée ayant abouti à la rupture de janvier-février 2003 s'expliquent aussi par les faits suivants (souvent occultés) :

- Paris, à l'égard surtout de sa jeunesse immigrée ou d'origine immigrée, de souche dans la plupart nord-africaine, parlant français mais ne s'identifiant plus aux valeurs de la société française contemporaine, craint la répétition des vagues d'attentats de 1986 et 1995.
- Les dirigeants français veulent à tout prix empêcher que le conflit israélo-palestinien ne soit (ré)importé<sup>40</sup> sur le territoire français, sachant bien quels effets pourraient avoir un tel phénomène sur la cohésion d'une société civile et d'une conscience nationale déjà affaiblies. Personne, ou presque, ne se risque à aborder ouvertement la question<sup>41</sup> : d'une part à cause du sentiment de culpabilité ressenti du fait de la politique de collaboration de Vichy ; de l'autre, en raison de la responsabilité de la France dans la création du nouvel État hébreux (et, par conséquent, dans le conflit israélo-arabe).
- Du fait de sa longue expérience de colonisateur, Paris connaît mieux que Washington le contexte du Proche et du Moyen-Orient et la « mentalité arabe », et se montre sceptique en ce qui concerne la possibilité d'y instaurer à court terme – et fût-ce à grand renfort de moyens – un régime démocratique viable.
- Dans cette perspective, la mésaventure américaine du Vietnam (dont les risques avaient été en vain soulignés par de Gaulle dans son célèbre discours de Pnom Penh en 1966 !...) et les enseignements de la construction (*nation building*) de l'État bosniaque, de la pacification du Kosovo et de la dernière guerre d'Afghanistan, incitent tous à la prudence.

### Les responsabilités américaines

De même, l'Amérique ne peut moralement, sans contrevenir gravement au droit international, manquer aux règles qu'elle a elle-même contribué à établir. Elle n'a ni le droit de réformer unilatéralement l'OTAN<sup>42</sup>, ni celui de mépriser l'ONU et encore moins de freiner, voire de bloquer, le processus d'intégration européen<sup>43</sup>.

En d'autres termes, si l'Amérique a la mesquinerie d'interrompre le processus prometteur de la construction européenne ; si, en choisissant pour des raisons inavouables des alliés occasionnels parmi les pays d'Europe centrale et orientale<sup>44</sup>, elle s'attire l'hostilité des puissances moyennes d'Europe occidentale (Royaume-Uni, et peut-être Espagne et Italie exceptées) ; si elle « transforme » les organismes internationaux arbitrairement et conformément à ses intérêts égoïstes, alors l'équipe Bush sera responsable d'une grave perte de prestige et compromettra à long terme (pour plusieurs décennies) les intérêts globaux de l'Amérique et leur retour sans heurt dans un monde multipolaire inévitable.

Par leur intransigeance, Paris et Washington ont donné raison à Chamfort : « Les querelles ne dureraient pas si longtemps si les torts n'étaient que d'un côté ». Ils ont mis en jeu tout ce qui précède – et bien plus encore : la stabilité du monde et la paix de l'humanité. A la recherche d'un bouc émissaire, ils se sont rejeté mutuellement la faute alors qu'ils sont l'un comme l'autre responsables de cette impasse (quoique dans des proportions encore impossibles à déterminer)<sup>45</sup> !

<sup>40</sup> Cf. Judith Waintraub, « Raffarin promet la plus grande fermeté contre l'antisémitisme », *Le Figaro*, 22 juillet 2004 ; Emmanuel Davidenkoff : « Le ministre de l'Éducation tente de répondre à la multiplication des dérapages. Emmanuelle Peyret = Harcelé comme juif, pas comme fayot » ; Catherine Colloraine, « A Paris, un proviseur propose une réflexion collective. Des élèves s'étaient battus avec des étudiants juifs », *Libération*, 28 février 2003.

<sup>41</sup> Il y en a pourtant des exceptions : par exemple, Serge Klarsfeld, « Les juifs français et la France : une autre vision », *Le Monde*, 7 janvier 2004 [Phrase relevée par nous : « La France n'a pas particulièrement besoin des Juifs, pas plus que les Juifs ont besoin de la France »]. Cf. aussi Pascal Boniface, *Est-il permis de critiquer Israël ?*, Paris, Robert Laffont, 2003.

<sup>42</sup> « L'Alliance atlantique est cassée, elle survivra sans doute en tant que bureaucratie mais dorénavant, c'est « la mission qui fait la coalition » (expression de Donald Rumsfeld !) : observation valant non seulement au plan opérationnel mais aussi en termes stratégiques et politiques », François Heisbourg, « Irak : la montée des enchères », *Le Monde*, 28 février 2003.

<sup>43</sup> Voir à ce sujet le dialogue qui aurait eu lieu entre Georges Bush et l'ex-ministre turc des Affaires étrangères, publié par l'influent journal turc *Çumhuriyet* [La République] le 25 février 2003 et repris par *Le Monde diplomatique*, avril 2003.

<sup>44</sup> Voir l'analyse de John C. Hulsman, « Comment empêcher l'Europe unie de nuire », *Courrier International*, 6-12 mars 2003 ; et la vision apocalyptique – sous le signe de la compulsion de répétition dans l'histoire – de Arno Mayer (professeur émérite d'histoire à la *Princeton University*), « La Maison Blanche sera-t-elle le Kremlin du XXI<sup>e</sup> siècle ? », *Le Monde*, 15 février 2003.

<sup>45</sup> « Les États-Unis et la France sont les deux responsables de cette déplorable situation. Les deux pays ont compromis la partie valable de leurs positions respectives par des maladresses, des contradictions et des faux-semblants. Si la responsabilité première en revient aux États-Unis par leur style impérial, et l'ambiguïté de leurs objectifs, Jacques Chirac et Dominique de Villepin sont, dans la dernière phase, largement responsables par



## Dernières mises au point... en guise de conclusion

### Les risques encourus

**L**es Français auraient dû faire preuve de plus d'intuition dans leur approche et dans cette soif irrépressible de rivalité avec les Etats-Unis, puisqu'en dernière analyse, c'est ce même désir aigre de revanche, à la suite de l'humiliation subie à Sedan puis à Versailles en 1870-1871, qui fut l'une des principales causes du premier conflit mondial, du bouleversement de l'équilibre des forces et du remaniement de la carte de l'Europe « classique ». Les Français ne sont donc pas historiquement fondés à faire les procès d'intention qu'ils font à Washington concernant le « Grand Moyen-Orient »<sup>46</sup>!

Il est d'autre part indispensable qu'ils parlent et qu'ils agissent avec une extrême prudence quant aux « perceptions divergentes » de l'Holocauste de part et d'autre de l'Atlantique, pour éviter à tout prix d'offrir ainsi aux Américains des arguments navrants, mais en apparence cohérents, pour châtier l'allié infidèle et félon, ce qui ne manquera pas d'approfondir les dissensions et le fossé de plus en plus large qui divise l'alliance atlantique<sup>47</sup>.

Les conséquences inévitables de cette situation ne pourront produire que des perdants car, non seulement le monde islamique ne fera plus de distinction entre les États-Unis, Israël et le sionisme – ainsi qu'entre la « judéophobie » de gauche<sup>48</sup> et l'antisémitisme « classique » de droite – mais le sentiment de culpabilité et la frustration liée aux éventuelles velléités de puissance des Européens se transformera en une hostilité trouble et insaisissable à l'endroit des États-Unis<sup>49</sup>. Celle-ci risquerait de provoquer en retour un nouveau durcissement américain, dont l'issue tragique pourrait bien prendre la forme d'une spirale infernale.

Si cet enchaînement devait se produire, le « monde libre » risquerait de se retrouver dans un piège idéologique et affectif, une impasse intellectuelle<sup>50</sup> tels qu'on pourra sans exagération les qualifier de « vengeance de l'histoire » !

### Jacques Chirac au miroir de Napoléon-le-Petit

Sans doute cohérente du point de vue français à court et à moyen terme, la ligne actuelle<sup>51</sup> suivie par Jacques Chirac et ses ministres des Affaires étrangères successifs Dominique de Villepin et Michel Barnier, ligne dynamique et surtout spectaculaire, trouve ses origines dans le passé, le système de valeurs et les traditions de la politique française.

De nombreux historiens (parmi lesquels de nombreux Français) pensent que la dimension européenne et mondiale de la France n'a cessé de décliner à partir de Louis XIV et que la double réaction à cette inévitable perte de puissance fut à l'intérieur la Révolution française et à l'extérieur l'impérialisme napoléonien à la fois surdimensionnée et éphémère<sup>52</sup>. Selon les mêmes, ces deux faits historiques de dimension globale comptent à tort parmi les plus grands faits d'armes de la mythologie française et constituent jusqu'à nos jours un réservoir inépuisable pour nourrir les illusions françaises concernant la *gloire*<sup>53</sup>.

---

leurs virages politiques et leurs gaffes spontanées ou préméditées d'une détérioration grave dans les chances, non seulement de l'OTAN mais de l'ONU, de l'Europe et de la paix. ». Pierre Hassner, « Guerre : qui fait le jeu de qui ? », *Le Monde*, 25 février 2003.

<sup>46</sup> De ce point de vue, les propos du député socialiste français Jean-Christophe Cambadélis peuvent être considérés comme exemplaires et prouvent bien que, d'une part, la conscience nationale française est tout à fait consciente des conséquences de la paix des années 1919-1920 et que, d'autre part, bon nombre d'intellectuels et d'hommes politiques français ont fort bien compris la dimension historique de l'entreprise alliée en Irak : « La paix de Bagdad serait au monde arabo-musulman ce que fut le traité de Versailles au conflit franco-allemand après la Première Guerre mondiale ». Cf Jean-Christophe Cambadélis « Vers la guerre nomade ? », *Le Monde*, 19 février 2003.

<sup>47</sup> Cf. Georges Corm, *op. cit.*, pp. 839-840 et 847. Voir aussi Detlef Junker, « Die Amerikanisierung des Holocaust », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 13 novembre 2000 ; et Henri Tincq, « La charge des rabbins américains contre la France », *Le Monde*, 3 mars 2003 [Phrase relevée par nous : « Le rabbin Marc Schneider a qualifié la position française de "trahison" »].

<sup>48</sup> Voir, Pierre-André Taguieff: *La nouvelle judéophobie*. Paris, 2001, Mille et Une Nuits.

<sup>49</sup> Jean-François Revel, *L'obsession anti-américaine*, Paris, Plon, 2002 ; et Philippe Roger, *L'ennemi américain. Généalogie de l'antiaméricanisme français*, Paris, Seuil, 2002.

<sup>50</sup> Cf. Michel Wieviorka, « Le degré zéro de la politique. L'immense consensus contre la guerre en Irak est ravageur et accélère la décomposition de la vie politique à tous les niveaux », *Libération*, 25 mars 2003 [L'auteur commence son article par une boutade de Jean Baudrillard qui, paraphrasant Clausewitz, a déclaré ironiquement que le terrorisme n'était « rien d'autre que la poursuite des lacunes de la politique par d'autres moyens »]. À ce sujet, le député UMP Pierre Lellouche a déclaré au cours d'un débat télévisé sur France 3 : « Notre problème c'est la perte des repères ! ». Très éclairante aussi fut la réponse faite par une lycéenne à un journaliste lors d'une manifestation parisienne contre l'intervention en Irak : « Comment peut-on faire la guerre à l' « axe du mal » alors qu'il n'y a rien de pire que la guerre ? » (chaîne télévisée France 5, *On aura tous lu - Irak : les risques en France*, 3 avril 2003).

<sup>51</sup> Exposée par Dominique de Villepin, « Le droit, la force et la justice », *Le Monde*, 28 mars 2003.

<sup>52</sup> Cf. Marc Fumaroli, « La très longue mémoire française », *Le Figaro*, 28 février 2001.

<sup>53</sup> En français dans le texte, ndt.



Pour dire la vérité crûment, après le Congrès de Vienne de 1815, la France n'est plus capable à elle seule de faire prévaloir ses intérêts politiques. Elle est fortement dépendante du « concert européen », et l'élite politique française est alors portée à croire qu'avec des manœuvres diplomatiques, un système d'alliances efficace et des conférences internationales de grande envergure, elle pourra maintenir et réaliser ses desseins<sup>54</sup>. Un exemple éloquent de cet état de faits est le soulèvement polonais de 1863-1864, quand Paris, au lieu d'apporter l'aide militaire qu'elle avait promise, tenta de convoquer une conférence internationale<sup>55</sup>. Dans les années 1850 et 1860, la diplomatie de Napoléon III, en soutenant efficacement les aspirations à un État-nation de la Serbie et des principautés de Moldavie et Valachie (future Roumanie), a peu à peu affaibli les deux piliers de la Sainte Alliance, l'Autriche et la Russie, jusqu'à se retrouver seule face à l'armée prussienne en septembre de 1870<sup>56</sup> !

Même si l'histoire ne se répète heureusement pas, les manœuvres de Jacques Chirac, tant par leurs intentions cachées que par leurs résultats, évoquent les réalisations du (petit) neveu du grand Napoléon<sup>57</sup>. La France a certes remporté un triomphe moral mais ce succès diplomatique retentissant est une victoire à la Pyrrhus ! La chimère française, son illusion d'être encore une grande puissance, pourrait bien être son chant du cygne, car s'ils finissent par l'emporter en Irak, les États-Unis pourraient bien la déposséder de cette grandeur fictive<sup>58</sup> !

Et, si jamais les prophéties françaises s'avéraient justes, c'est-à-dire que les efforts américains se solderaient par un cuisant échec, il est également vraisemblable que la politique étatsunienne, indépendamment de la couleur politique du locataire du Bureau oval, pourrait très peu résister à la tentation de chercher un possible et crédible bouc émissaire !

### **Chacun a tort et chacun a ses raisons... mais certains ont moins raison que d'autres !**

En définitive, toutes les parties impliquées dans la querelle – qu'elles y prennent part active ou non – ont raison, même si chacune ne détient qu'une vérité partielle. Or l'histoire nous apprend que, dans ces situations, seuls comptent les rapports de force et non les nobles considérations sur l'avenir de l'humanité, l'établissement d'une « paix éternelle » (kantienne) ou d'un ordre international vraiment démocratique.

Sous l'influence des malentendus de plus en plus marqués, de l'impatience née des accusations réciproques, les hommes politiques perdent leur faculté de jugement et le jeu diplomatique complexe peut aisément se réduire à un simple « qui n'est pas avec nous est contre nous ». Et comme nous sommes les plus forts et les plus puissants, nous avons le droit de modifier unilatéralement les règles du jeu (les institutions, les frontières, ...). Autrement dit : « nous prétendons détenir toute la vérité (dans son intégralité absolue) car nous pouvons le faire !<sup>59</sup> »

Paris n'a à aucun prix voulu partager l'opprobre ou la responsabilité liée aux conséquences probables du « nouvel ordre mondial américain » ou à l'éventuelle survenue d'un chaos global (un « nouveau désordre mondial » selon l'expression ironique de Dominique de Villepin<sup>60</sup>) et a donc décidé, début mars 2003, de brandir la menace du veto !

L'attitude française d'alors, et son durcissement plus tard (qui, il est vrai, s'est assouplie depuis) sont donc la conséquence de faits historiques et sociologiques non exprimés, de conflits intérieurs, d'une mauvaise communication et d'une appréciation erronée de la situation<sup>61</sup>.

<sup>54</sup> Le 20 mars 2003, entre 20 et 22 heures, une des dépêches diffusées en continue sur la chaîne télévisée française d'information continue LCI, annonçait : « Dominique de Villepin encourage la tenue d'une conférence internationale sur le Proche-Orient ».

<sup>55</sup> Cf. Zoltan Tefner, *Az 1863-as lengyel felkelés és az europai politika* [La révolte polonaise de 1863 et la politique européenne], Budapest, ed. Lénia 1996.

<sup>56</sup> Cf. Borsi-Kálmán, *op. cit.*, pp. 32-33. Cette perspective catastrophique hante aussi un politologue français : « Car il ne faut pas s'y tromper. Ou bien nous avons un plan (l'Amérique se plante ; on arrive en sauveurs ; l'Europe - mais laquelle ? - s'affirme). Ou c'est nous qui, ivres d'isoler l'Amérique, nous retrouvons tout seuls. », François Sauzey, « L'Alliance, pour mémoire », *Le Monde*, 13 février 2003.

<sup>57</sup> Cf. Bertrand Le Gendre, « Chirac-le-Grand ou de Gaulle-le-Petit? », *Le Monde*, 23-24 février 2003. Rappelons-nous que c'est au propos de Napoléon III que Karl Marx a prononcé la célèbre phrase : « L'histoire se répète la première fois comme une tragédie et la seconde comme une farce »...

<sup>58</sup> Les cercles de décision américains ont déjà arrêtés leur opinion et préparé un argumentaire. Seule la décision politique se fait attendre : « We're going to have to get France off the Security Council » (déclaration de Michael A. Ledeen, chercheur à l'American Enterprise Institute, au cours de la table ronde de l'AEI, le 21 mars 2003. Cf. John C. Hulsman, « Le maillon faible d'une Europe peu vaillante », *Le Monde*, 30 septembre 2003.

<sup>59</sup> Cf. Robert Kagan, *La puissance et la faiblesse*, Paris, Plon, 2003. Voir aussi Laurent Cohen-Tanugi, *Les sentinelles de la liberté. L'Europe et l'Amérique au seuil du XXI<sup>e</sup> siècle*. Paris, Odile Jacob, 2003 et Henry Kissinger, *La nouvelle puissance américaine*, Paris, Fayard, 2003.

<sup>60</sup> Propos tenus sur la chaîne télévisée France 2, émission *24 heures d'info*, 18 mars 2003. Voir aussi Tzvetan Todorov, *Le Nouveau Désordre mondial*, Paris, Robert Laffont, 2003.

<sup>61</sup> « Avons-nous vraiment tout fait pour aider les États-Unis à résister à leur pire tentation ? Avons-nous maintenu nos principes en donnant toujours l'impression d'affaiblir d'abord les ennemis que nous avons en commun ? Les Américains les plus ouverts, les plus libres, les plus anti-Bush ne le pensent pas. Nous avons donc échoué. A leurs yeux, la guerre d'Irak est déjà perdue pour nous : qu'elle réussisse ou qu'elle s'enlise, les Français,



La responsabilité partielle de la France<sup>62</sup> dans la détérioration des relations transatlantiques et dans l'éventuel échec de l'élargissement de l'Union Européenne apparaît ici évidente<sup>63</sup>.

---

dans les deux cas, seront perdants. », Bruno Latour (sociologue et historien des sciences, professeur à la Harvard University), « Pourquoi cet abîme ? », *Le Monde*, 5 avril 2003, p.19.

<sup>62</sup> « Par un savant partage du travail, Washington et Paris s'emploient avec un remarquable succès à saper l'Union européenne, l'OTAN et l'ONU et, à travers elles, à la fois l'unité occidentale et les espoirs de paix au Proche-Orient et ailleurs », Pierre Hassner, « Guerre : qui fait le jeu de qui ? », *Le Monde*, 25 février 2003. Voir plus récemment Justin Vaisse, « L'enfer des bonnes intentions », *Le Monde*, 18-19 avril 2004.

<sup>63</sup> A ce sujet, Justin Vaisse, à l'époque à la *Brookings Institution*, s'est exprimé ainsi : « Les Américains accroîtront leurs efforts pour diluer l'Union Européenne. Plus que jamais ils vont récuser le projet de Jacques Chirac de convertir l'Europe en contrepoids à la puissance des États-Unis. La Maison Blanche veut qu'à travers l'OTAN les Européens partagent le fardeau militaire, mais elle refuse l'idée qu'une diplomatie et une défense commune puissent un jour transformer la coopération en concurrence ». Cf. également Helmut Sonnenfeldt : « Les pays d'Europe centrale, qui ont été si longtemps privés de leur identité par le joug soviétique, ne sont pas prêts de sacrifier à l'Europe intégrée leur souveraineté enfin retrouvée. Et encore moins si la seule raison d'être de ce plan est de contrebalancer l'Amérique à qui ils doivent leur libération », cité et commenté par Charles Lambroschini, « Comment les États-Unis veulent punir la France », *Le Figaro*, 28 mars 2003. Voir aussi Burkard Schmitt (directeur adjoint de l'European Union's Institute for Security Studies) : « Common policy failure. Disunity holds the UE back from a major global role », *International Herald Tribune*, 13 février 2003 [Phrase relevée par nous : « Europe as a power will remain for a long time a French dream rather than an European vision »].



Traduit du hongrois par Jean-Léon MULLER.

Cette Tribune a été publiée dans la livraison du mois de février 2005 de la « Revue des Deux Mondes » (<http://www.revuedesdeuxmondes.fr>)

L'Institut Thomas More remercie vivement Michel CRÉPU, son rédacteur en chef, pour sa confiance, son intérêt et son accueil.

J u i l l e t 2 0 0 6

## Programme d'étude **L'EUROPE FACE AU MONDE**

S é r i e R E L A T I O N S I N T E R N A T I O N A L E S , G É O P O L I T I Q U E

Retrouvez toute l'actualité de l'Institut Thomas More sur [www.institut-thomas-more.org](http://www.institut-thomas-more.org)

### **Les paradoxes de l'atlantisme français**

Article de Jean-Sylvestre MONGRENIER (sur le site Internet de l'ITM, mars 2006, Fr/Eng).

### **L'OTAN est-elle l'avenir de l'Europe ? Puissance et destin**

Par Jean-Sylvestre MONGRENIER (Tribune 9, mars 2006, Fr/Eng).

### **L'OTAN est-elle l'avenir de l'Europe ?**

Rencontre, 14 mars 2006, Paris (Assemblée Nationale), en partenariat avec l'hebdomadaire "Valeurs Actuelles" et EADS. Intervenants : Karl HOFMANN, général Bertrand de LA PRESLE, Jean-Sylvestre MONGRENIER.

### **France – Europe – Etats-Unis : Fondements connus et inconnus d'une mésentente cordiale**

Par Béla BORSI-KÁLMÁN (Tribune 4, février 2005, Fr/Eng). Parue dans la « Revue des Deux Mondes » (février 2005).

### **Irak/OTAN/ONU : la politique étrangère des Etats-Unis à l'heure des choix**

Rencontre, 12 octobre 2004, Paris (Assemblée Nationale). Intervenants : Nicole BACHARAN et Ken WEINSTEIN.

### **Kerry-Bush : le "candidat du 10 septembre" face à "celui du 12 septembre"**

Par Laurent MURAWIEC (Tribune 1, mai 2004, Fr).

### **Deux Occidents pour un seul monde ? L'Europe, les Etats-Unis et le monde**

Journée d'études, 14 mai 2004, Paris (Assemblée Nationale). Intervenants : Frédéric ENCEL, Stephen LAUNAY, Roberto de MATTEI, Laurent MURAWIEC, Pierre RIGOULOT, Pedro SCHWARTZ, François THUAL, Ilios YANNAKAKIS.

Les propos et opinions exprimés dans ce document n'engagent que la responsabilité des auteurs. Ce document est la propriété de l'Institut Thomas More. Sa reproduction, partielle ou totale, est autorisée à deux conditions : obtenir l'accord FORMEL (par mail ou courrier) de l'Institut Thomas More, et faire apparaître LISIBLEMENT sa provenance.  
Pour toute information, suggestion ou tout envoi de textes, vous pouvez adresser un message à [info@institut-thomas-more.org](mailto:info@institut-thomas-more.org) ou téléphoner au + 33 (0)1 49 49 03 30.

Etabli à Bruxelles et Paris, présent à Budapest et Rome, réunissant des personnalités de nombreux pays européens, l'Institut Thomas More est un think tank d'opinion, européen et indépendant.

Il diffuse auprès des décideurs politiques et économiques et des médias internationaux des notes, des rapports, des recommandations et des études réalisés par les meilleurs spécialistes.

L'Institut Thomas More est à la fois un laboratoire d'idées et de propositions neuves et opératoires, un centre de recherches et d'expertise, un relais d'influence.

#### **Bruxelles**

Avenue Eugène Demolder, 112  
B-1030 Bruxelles  
Tel : +32 (0)2 647 29 74  
Fax : +32 (0)2 242 73 44

#### **Paris**

9, rue d'Enghien  
F-75010 Paris  
Tel : +33 (0)1 49 49 03 30  
Fax : +33 (0)1 49 49 03 33

[info@institut-thomas-more.org](mailto:info@institut-thomas-more.org)  
[www.institut-thomas-more.org](http://www.institut-thomas-more.org)